

## POIDS DES PERMANENCES ET FACTEURS DE PROGRÈS EN ESPAGNE À L'ÉPOQUE DE LA RÉVOLUTION FRANÇAISE D'APRÈS LES SOURCES DIPLOMATIQUES CONTEMPORAINES

Tout au long du XVIII<sup>e</sup> siècle, les Français restent dans l'ignorance la plus absolue sur l'Espagne et la façon de vivre et de penser de ses habitants. Non par manque de curiosité, certes, puisqu'ils dévorent avec avidité les récits des voyageurs qui se sont aventurés dans ce pays si proche et si différent à la fois. Mais parce que ces voyageurs, comme l'a montré Jean Sarrailh, au lieu de raconter et d'analyser ce qu'ils ont vu réellement, se contentèrent de reproduire les mêmes fables, offrant à leurs lecteurs non pas un tableau de l'Espagne réelle, mais une série de lieux communs, souvent extravagants, sur la patrie de Cervantes (1).

La publication en 1789 du *Nouveau voyage en Espagne ou Tableau de l'état actuel de cette monarchie* rompt avec cette tradition et présente pour la première fois un exposé crédible, sinon toujours pertinent, de la situation au delà des Pyrénées (2). Mais la suspicion demeure, puisqu'en 1792 l'auteur de *Lettres écrites de Barce-*

---

(1) Cfr. SARRAILH (Jean), «Voyageurs français au XVIII<sup>e</sup> siècle», in *Bulletin Hispanique*, n.º 36 (1934), pp. 29-70. Ces récits de voyageurs français ont été rassemblés et traduits en espagnol par GARCIA MERCADAL (J.), in *Viajes de extranjeros por España y Portugal*, Madrid, Aguilar, 1962. Malheureusement, ces textes ont fait l'objet de coupures (même pas signalées par les habituels points de suspension) et sont donc inutilisables d'un point de vue scientifique.

(2) *Nouveau voyage en Espagne, ou Tableau de l'état actuel de cette monarchie*, Paris, 1789, 3 vol. in 8.º Cette édition, anonyme, sera suivie de trois autres, portant indication du nom de leur auteur, le baron Jean-François de BOURGOING, en 1797, 1803 et 1807.

lone à un zéléateur de la liberté qui voyage en Europe, ouvrage dans lequel on donne des détails vrais et circonstanciés 1<sup>o</sup> | Sur l'état dans lequel se trouvaient les frontières de l'Espagne en mars 1792, sur le cordon qu'on y a formé et les préparatifs qu'on prétend y avoir été faits; 2<sup>o</sup> | sur les Emigrés dans ce pays, sur l'accueil qu'ils y reçoivent et leurs menées, avec plusieurs anecdotes à ce sujet, auxquelles on a joint quelques réflexions et des détails philosophiques sur les mœurs, usages et opinion des Espagnols etc. etc., déclarait sans ambages :

«J'ai cru ne devoir point retrancher de ces lettres des détails qui m'avaient été demandés et ne concernent que la nation espagnole; je l'ai cru, dis-je, avec d'autant plus de raison que nous n'avons de l'Espagne, qui est à notre porte, que des notions la plupart mensongères, débitées d'abord par quelques voyageurs peu instruits et répétées ensuite avec confiance par d'autres qui ne l'étaient pas davantage quoiqu'ils nous assurassent du contraire» (3).

De tels avertissements étaient loin d'être vains: non seulement les Français continuaient d'imaginer les Espagnols d'après les élucubrations de Mme d'Aulnoy, mais les rumeurs les plus folles circulaient en France sur ce qui se passait à Madrid. Ainsi une brochure anonyme annonçait avec force détails le *Grand Massacre arrivé à Madrid. Cent trente Déportés lanternés et tête de l'Inquisiteur coupée et promenée au bout d'une pique pendant trois jours* (4). «Voilà enfin l'Espagnol qui s'ébranle» commentait-il. «Il y avait longtemps qu'il gémissait sous la verge du despotisme et sous le poids de ses fers. Il commence à les briser; mais c'est avec une sévérité étonnante». «Les premières victimes

---

(3) Par M. Ch. (Chantreau) citoyen français, à Paris, chez Buisson Libraire rue Hautefeuille, n.º 20; à Lyon, chez Buisset frères, rue S. Dominique, 1792, in 8.º, 448 p. Il y eut une seconde édition: *Par le Citoyen Chantreau, envoyé en Commission secrète en 1792 par le Ministre des Affaires étrangères pour visiter les frontières de l'Espagne et s'assurer des dispositions des Catalans sur notre Révolution*, à Paris, chez Buisson, libraire, rue Hautefeuille n.º 20; à Lyon, chez les frères Périsset, libraires; à Marseille, chez Mossy, libraire, 1793, in 8.º, 448 p. Le texte cité, p. 5 de la première édition.

(4) Paris (s. d.), chez Guilhemat, Imprimeur de la Liberté, rue serpente n.º 3, in 8.º, 8 p.

qu'il a immolées à la liberté», poursuivait-il, «ce sont quatorze Membres de la Justice et du Ministère qui ont été lanternés. Après cette exécution sanglante, le peuple, irrité des injustices et des vexations de l'Inquisition a décapité le premier juge de ce Tribunal. Toutes les têtes de ces indignes oppresseurs ont été portées au bout d'une pique et ont été promenées pendant trois jours dans toutes les rues de Madrid et dans les environs» (5). La conclusion ne pouvait manquer: «Il n'y a plus de commandement, ni de discipline. Chacun veut être maître, chacun veut être libre, et demande une nouvelle constitution comme les bons patriotes français. Au milieu de ce tumulte, le Roi a été forcé de se sauver avec toute la famille royale» (6).

Le Comité de Salut Public n'a évidemment cure de telles billevesées. A partir du moment où la guerre avec l'Espagne s'avère inéluctable, il entend disposer de toutes les informations nécessaires, non seulement sur l'état des forces militaires espagnoles, mais aussi — et peut-être surtout — sur l'état d'esprit qui règne dans le royaume voisin: bien avant nous, il s'intéresse, d'une façon toute pragmatique, au poids des permanences et aux facteurs de progrès susceptibles de s'opposer aux idées révolutionnaires ou au contraire d'en favoriser le développement au delà des Pyrénées.

Cet état de l'opinion espagnole a pu être dressé à partir de deux types de documents: d'une part, un *Aperçu sur une expédition en Espagne*, de 1792 (7) et le rapport (rapidement divulgué dans les *Lettres écrites de Barcelone...* que nous avons déjà citées) du Citoyen Chantreau, «envoyé en commission secrète en 1792 pour visiter les frontières de l'Espagne et s'assurer des dispositions des Catalans sur notre Révolution» (8). D'autre part, un certain

(5) Pp. 3 et 4.

(6) P. 5.

(7) Archives Nationales de France (désormais A. N.) AF II 64 (471), document 27, Signalé et traduit en espagnol par PAZ (Julián), *Documentos relativos a España en los archivos nacionales de París*, Madrid, 1934, pp. 256-264.

(8) Dans la seconde édition, on trouve un «Avis» dans lequel Chantreau précise: «Quand je publiai ces lettres pour la première fois, Dumouriez, alors dans le ministère, et Bonnet, son digne factotum, exigèrent de moi que je m'enveloppassse du voile du mystère et me défendirent,

nombre de mémoires ou rapports, actuellement conservés dans les séries *Correspondance Politique* et *Mémoires et Documents (Espagne)* des Archives du Ministère des Affaires étrangères et parmi lesquels se distingue celui de Marchena <sup>(9)</sup>.

Avec bien des variantes, les auteurs de ces documents tombent d'accord sur l'essentiel. La plus grande opposition aux idées révolutionnaires vient de l'état de superstition dans lequel est plongé le peuple par la faute essentiellement des moines et de l'Inquisition. L'auteur de *l'Aperçu sur une expédition en Espagne* déclare nettement :

«Le Peuple, en Espagne, est aussi superstitieux, aussi avili sous le joug de ses prêtres et de ses innombrables moines qu'il l'était il y a trois siècles, quoique ce soit le peuple d'Europe qui ait le plus d'esprit» <sup>(10)</sup>.

Marchena fait chorus :

«La religion papiste ou catholique a jeté des racines bien plus profondes dans le sol espagnol que dans le sol français et (...)

sur toutes choses, de ne point communiquer avec le Comité diplomatique. Comme je n'étais pas entièrement payé de mon voyage, j'obéis; et par le détour que je pris, je fis perdre la piste au commun; mais mon récit n'en fut pas moins marqué au coin de la plus exacte vérité: je défie qui que ce soit d'objecter le moindre reproche aux détails précieux que j'ai donnés, et que ceux qui craignent les Espagnols ou vont leur faire la guerre ne peuvent trop méditer, et auxquels on peut ajouter la plus grande confiance d'après la présente déclaration que j'ai cru devoir ajouter à notre situation actuelle qui nécessite sur nos voisins les documents les plus circonstanciés. Cet «Avis» fut également publié dans l'annonce qui fut faite des *Lettres écrites de Barcelone...* dans le *Moniteur* du samedi 27 juillet 1793 (an II), tome XVII, p. 230 de la *Réimpression de l'Ancien Moniteur, seule histoire authentique et inaltérée de la Révolution française depuis la réunion des Etats généraux jusqu'au consulat (mai 1789 — novembre 1799)*, Paris, Plon frères, 1847.

<sup>(9)</sup> *Correspondance Politique — Espagne* (désormais C. P.): «Rapport sur l'Etat actuel de l'Espagne» (avril 1793) 636, fol. 144-151; *Mémoires et Documents — Espagne* (désormais M. D.) 210: «Vues générales sur les moyens d'attaquer l'Espagne» (23 avril 1793), fol. 63 sq. (se trouve également in A. N.: F II 64 (document 470)); «Note d'un Etranger ami de la République française» (s. d.) fol. 86-87; «Mémoire» de Marchena, 1794, an II de la République, fol. 88-90; «Mémoire sur la situation de l'Espagne relativement à la France» du 14 juillet 1789, an III (1794), fol. 126-127.

<sup>(10)</sup> A. N. FII 64 (471).

il ne faut pas songer à heurter de front les préjugés religieux. Or la religion catholique est celle des peuples esclaves; elle abrutit l'homme, elle courbe les consciences sous un joug de fer, elle consacre la tyrannie des despotes et fait un mérite au peuple de l'humiliation de porter ses chaînes. Malheur à qui briserait le joug des rois pour tomber aux pieds des prêtres» (11).

Et au moment même où Olavide allait être incarcéré comme suspect à Meung-sur-Loire, découvrir, selon le mot de Bourgoing, qu'il y avait au monde «quelque chose de pire que l'Inquisition» et se reconvertir à un catholicisme militant (12), on rappelait sa condamnation par le Saint-Office pour «prouve(r) que l'esprit de Saint-Dominique siège encore sur ce tribunal et ne cessera d'y siéger que quand les peuples enfin éclairés l'auront détruit jusque dans ses fondements» (13) et l'on citait «l'exemple du comte d'Olavides (*sic*) qui allait régénérer la Sierra Morena pour conclure que «le préliminaire indispensable est d'exterminer l'inquisition» (14).

De pair avec la superstition, va évidemment l'ignorance, que l'on s'accorde à juger générale et dont la responsabilité incombe elle aussi au Saint-Office et au clergé (15). Mais en fait, tous les auteurs de ces mémoires ou rapports restent très courts quand il s'agit d'apprécier le poids des permanences, comme s'ils cherchaient avant tout à se persuader que les facteurs de progrès l'emportent sur les forces de réaction.

Marchena, le plus lucide, se référera bien aux *mayorazgos*, abordant ainsi l'aspect économique qui fait défaut chez tous les autres informateurs, mais curieusement sans aborder la question des biens de mainmorte ecclésiastiques (16).

Le *Rapport sur l'état actuel de l'Espagne* d'avril 1793, mettra l'accent sur le rôle néfaste que ne manquent pas de jouer les magistrats:

«Les parlements français, quoiqu'ennemis de la liberté, ont

(11) M. D. 210, fol. 89 v.

(12) Cfr. DEFOURNEAUX (Marcelin), *Pablo de Olavide ou l'Afrancesado*, Paris, P. U. F., 1959.

(13) *Lettres écrites de Barcelone...*, p. 359.

(14) *Aperçu sur une expédition en Espagne*, fol. 27.

(15) MARCHENA, *Mémoire* (M. D. 210, fol. 89 v.) et *Rapport sur l'état actuel de l'Espagne*, C. P. 636, fol. 146.

(16) MARCHENA, *Ibid.*

été d'un grand secours à la nation pour rentrer dans ses droits : mais les différents corps qui composent la magistrature espagnole seront au contraire les premiers et les pires ennemis que l'on ait à combattre pour faire une révolution» (17).

Selon l'auteur de ce rapport, la faute en incombait au rôle excessif des *Colegios Mayores* : il rejoignait ainsi l'analyse déjà présentée en 1782 dans *Diverses observations qui peuvent être intéressantes pour connaître l'Espagne* et selon lesquelles les *Colegios Mayores* «étaient parvenus à s'emparer du Ministère de Grâce et Justice et de la Grande Chambre du Conseil de Castille qui proposait les sujets aux places de l'Eglise et de la robe. Ils avaient fait entre eux serment de ne présenter que des gens de leurs collègues ; jamais serment n'avait été gardé plus religieusement» (18).

Les rapports sont plus éloquents lorsqu'il s'agit de mettre en évidence des facteurs de progrès. Ainsi, malgré l'ignorance qui règne en général sur l'Espagne, on ne manque pas de souligner, parfois avec étonnement, toujours avec satisfaction, que, «depuis dix ans, la lumière commence à poindre dans l'ordre intermédiaire, c'est-à-dire la noblesse pauvre, la robe et la bonne bourgeoisie», ainsi que la valeur des «sociétés savantes et littéraires (qui) ont fait, depuis vingt ans, des progrès sensibles» (19). Même Marchena qui déclare qu'il ne faut pas s'attendre à y trouver (en Espagne) un Mirabeau, un Brissot ou un Condorcet, se doit d'admettre que «sans doute, il y a des gens cultivés» (20).

En fait, tout ce qui diffère de la France de l'ancien régime apparaît comme facteur de progrès. On est frappé de constater que, comme le soulignait un «Extrait d'une lettre de Madrid» publié dans la *Gazette nationale ou Moniteur Universel* du jeudi 28 avril 1791 :

«L'Espagne est une collection d'Etats, pour ainsi dire, plutôt que de provinces» (21).

(17) *Rapport* ..., fol. 150.

(18) *M. D. Espagne*, 208, fol. 176.

(19) *Aperçu sur une expédition en Espagne*, fol. 27.

(20) *Mémoire*, fol. 89.

(21) *Moniteur*, éd. cit., VIII, p. 233.

L'auteur de l'*Aperçu sur une expédition en Espagne* y voit une conséquence pratique :

«Il est sans doute heureux pour nous que la Catalogne et la Navarre soient précisément les deux parties par lesquelles nous devons entrer en Espagne. L'ancien esprit d'indépendance des Navarrais et des Catalans n'est pas éteint. Nous pouvons en tirer le plus grand parti» (22).

Celui des *Vues générales sur les moyens d'attaquer l'Espagne* se réjouit pour les mêmes motifs de ce que «de gallego a horreur du castillan, qui lui même méprise le gallego» (23). Marchena, lui, a une vision plus politique et plus pertinente de cette situation puisque, selon lui :

«Le seul moyen de faire la révolution en Espagne c'est la prompte convocation des Cortès. Quand on parle de Cortès en Espagne, il faut distinguer entre celles de Castille, d'Aragon, celles de Valence, celles de Catalogne et celles de Navarre. L'organisation de chacun de ces corps différerait entièrement de celle des autres... Ainsi rien n'est plus facile que de donner à ces Cortès une forme démocratique sans les dénaturer ni les abolir tout à coup, ce qui indisposerait tous les Espagnols contre des réformes qu'ils n'auraient pas consenties» (24).

Mais toutes les conclusions tirées de cette comparaison entre l'Espagne et la France de l'ancien régime sont loin d'avoir la même pertinence. Ainsi, sous prétexte que la noblesse est beaucoup plus répandue en Espagne qu'elle ne l'était en France, l'auteur du *Rapport sur l'état actuel de l'Espagne* n'hésite pas à affirmer que :

«La noblesse espagnole ne peut jouer qu'un rôle entièrement passif dans une révolution et (...) ne présentera pas aux apôtres de la liberté et de l'égalité des obstacles aussi multipliés ni aussi difficiles à surmonter que la ci-devant noblesse française» (25).

Mais c'est surtout quand il s'agit de comparer le clergé français et le clergé espagnol que les erreurs d'appréciation sont les plus grandes. A l'exception évidemment de Marchena, dont l'anti-cléricalisme ne s'encombre pas de nuances, ces mêmes obser-

(22) AF II 64 (471), doc. 27.

(23) AF II 64 (470), doc. 3 et *M. D.* 210, fol. 63.

(24) *Mémoire*, *M. D.* 210, fol. 89.

(25) *C. P.* 636 fol. 151.

vateurs qui s'accordent à dénoncer moines et inquisiteurs tombent également d'accord pour souligner la «régularité exemplaire» des prélats espagnols»<sup>(26)</sup>. «Les premières places de l'Eglise ne sont pas réservées comme elles l'étaient jadis parmi nous à un petit nombre de familles nobles intéressées par là à soutenir les intérêts du clergé et à former contre le peuple une coalition aristocratique qui l'envelopperait de tous les côtés», déclare l'auteur du *Rapport sur l'état actuel de l'Espagne* (27). Il rejoint ainsi dans ses chimères ce que l'on pouvait lire dans l'«Extrait d'une lettre de Madrid» publié en 1791 par le *Moniteur*:

«Il est intéressant de savoir que le clergé espagnol est composé au rebours de l'ancien clergé de France. Ici le haut clergé est bon... Les évêques espagnols sont en général des hommes instruits, tirés de la roture ... Ainsi l'on peut conjecturer que s'il se faisait un jour une révolution populaire en Espagne, les patriotes y trouveraient de grandes ressources dans le corps épiscopal. Quel obstacle de moins! Qu'on en juge par la France, où cette caste d'hommes sans postérité a tourmenté et tourmente encore si cruellement le patriotisme et gêne jusqu'à son dernier soupir l'établissement de la nouvelle constitution de cet empire»<sup>(28)</sup>.

Dans la même voie, on supposera gagnés aux idées révolutionnaires tous les prêtres qui, en Espagne, étaient taxés de jansénisme. Faisant montre d'une superbe méconnaissance de ce qu'étaient ces prétendus jansénistes, l'auteur du *Rapport sur l'état actuel de l'Espagne* n'hésitait pas à déclarer:

«L'Espagne semble être destinée à adopter nos modes quand nous les abandonnons et comme la superstition a aussi ses modes, quelques prêtres de ce pays se sont amusés à se faire jansénistes, lorsqu'on ne parlait plus de jansénisme dans le reste de l'Europe».

Et sans percevoir que leur intérêt pour la Révolution française se bornait purement et simplement à la Constitution civile du clergé, il n'hésitait pas à en faire des révolutionnaires en puissance, persuadé qu'il était que, dans «l'espoir de jouer un rôle dans l'importante affaire de la réforme de l'Eglise espagnole»,

<sup>(26)</sup> *Aperçu sur une expédition en Espagne.*

<sup>(27)</sup> C. P. 636 fol. 144.

<sup>(28)</sup> *Gazette Nationale ou le Moniteur Universel*, samedi 2 janvier 1790, éd. cit., III, p. 9.



ils avaient «bien vu qu'il était impossible de faire un aussi grand changement sous le gouvernement actuel» et qu'ils avaient «pris le parti de travailler à le détruire et d'imiter autant qu'ils le pourraient la révolution française dont ils sont de zélés partisans». Et il en concluait triomphalement qu'une révolution en Espagne aurait «pour ennemis tous les prêtres molinistes et riches et pour amis les prêtres jansénistes et pauvres». «Aurait-on jamais cru», ajoutait-il, «que les prétendus miracles du diacre Paris pourraient un jour contribuer à rendre la liberté à un peuple qui gémit depuis si longtemps dans les fers du despotisme?»<sup>(29)</sup>. La même foi dans le clergé comme facteur de progrès se retrouve dans les *Vues générales sur les moyens d'attaquer l'Espagne*, où, tout en affirmant qu'il conviendrait en Galice «d'exécuter la vengeance la plus terrible et la plus prompte sur les moines et les prêtres qui ne seraient pas curés, sur les douaniers et tous les employés des fermes pour lesquels le peuple a la haine la plus violente (...) tous les gens de justice tels que *alguazils, scribanos (sic), porteros oidores, auditores (sic), alcaldes de Corte, de Sala, de Cámara*», il recommandait de laisser les curés et de les bien traiter, car, selon lui, «nul ne doute que cette partie du clergé ne contribuasse de tout son pouvoir à renverser (le) gouvernement»<sup>(30)</sup>.

Les documents que nous avons examinés ne nous permettent assurément pas de dégager les éléments réels de poids des permanences et de facteurs de progrès qui existaient en Espagne à l'époque de la Révolution française. Mais ils nous montrent l'ampleur de la méconnaissance de la situation espagnole qui régnait en France. Une méconnaissance qui ne disparaîtra pas de si tôt et qui coutera cher aux deux pays.

GÉRARD DUFOUR

Université de Provence

<sup>(29)</sup> C. P. 636 fol. 46.

<sup>(30)</sup> AF II 64 (470), doc. 3 et M. D. 210, fol. 63.